



QUAND UN QUARTIER VA MAL,

LE FASCISME SE PENCHE À SON CHEVET,

ET CE N'EST PAS POUR PRENDRE DE SES NOUVELLES...

Comme à son habitude, l'extrême droite surfe sur un fait divers et en profite pour ressortir sa vieille soupe sécuritaire et xénophobe. Les incidents qui se sont déroulés dans le quartier de Pontanézen ont attisé les appétits électoralistes de Marine Le Pen. Telle un vautour, c'est quelques jours après qu'elle annonce sa visite opportuniste à Brest. Cette course à la surenchère sécuritaire n'a que trop duré. La misère sociale ne disparaît pas comme par magie, à coup d'usage de la fermeté. Depuis toujours les habitant·es des quartiers populaires sont traité·es avec dureté, pourtant la misère n'y a pas disparu : bien au contraire.

Halte à l'imposture sociale du FN/RN.

Pour Pontanézen, comme pour tous les quartiers populaires, le FN/RN n'a rien à aucune solution viable. Pour s'en convaincre il suffit de regarder ce que ce parti a fait dans les mairies qu'il détient déjà. Suppression de la gratuité de la cantine scolaire, baisse des subventions au Centre communal d'action sociale (CCAS), aux clubs de football, aux bibliothèques, aux associations de quartier et centres sociaux... À Béziers, Fréjus, Cogolin... la seule ligne qui guide les élu·es FN/RN, c'est la politique antisociale qu'ils mènent dès qu'ils accèdent au pouvoir.

En 2015, les mairies FN/RN, ont rationné en outre les budgets en direction des écolier·es. Au Pontet, comme à Beaucaire, la gratuité de la cantine scolaire a été supprimée pour les familles les plus pauvres. À Cogolin, les transports scolaires gratuits sont désormais payants. À Beaucaire, le maire refuse de subventionner la « Maison du vivre ensemble » qui assurait l'aide aux devoirs : elle a ainsi dû fermer en janvier 2015. À Béziers, la municipalité s'est illustrée en réservant la

participation aux activités périscolaires aux seuls enfants dont il est prouvé qu'un des deux parents travaille. Ce genre de politique municipale serait catastrophique si elle était pratiquée pratiqué dans les quartiers populaires de Brest.

La fermeté pour qui ?

Au FN/RN, on est toujours prêt pour dénoncer la délinquance, mais pas n'importe laquelle. La stigmatisation va toujours dans le même sens : silence total sur la délinquance en col blanc. Pour le parti - aux ennuis judiciaires longs comme le bras - la fermeté ce n'est jamais pour les riches. Outre les emplois fictifs au Parlement européen, le FN/RN c'est aussi les fameux kits de campagne facturés 16 500 € pièces par la société Riwal, dirigée par Frédéric Chatillon, un proche de Marine Le Pen, dont le nom apparaît dans l'affaire de Panama Papers.

La seule chose concrète que le FN/RN est capable de faire pour les quartiers populaires, c'est d'y installer des caméras. Ce ne sont pas ces installations qui permettront aux habitant·es d'avoir du boulot et un revenu décent.

A part hurler au loup, le FN/RN n'a rien de bon à offrir. Aucune remise en cause des intérêts patronaux, des rapports de domination et d'exploitation ; rien sur les causes

réelles des inégalités sociales, rien sur la précarité de l'emploi, rien sur les conditions de travail, rien sur la répartition des richesses, bref rien sur les solidarités.

Comme toujours, l'extrême droite se nourrit du désespoir pour essayer d'arriver au pouvoir. Marine - et les sbires qui lui restent - ne viennent à Brest que pour tenter de prendre des voix car ils en vivent grassement, rien d'autre !



L'EXTRÊME DROITE N'A PAS SA PLACE À BREST, NI AILLEURS

BATTONS-NOUS TOUTES ET TOUS POUR LA JUSTICE SOCIALES !

@ visa29@riseup.net

f VisaFinistere